



Conseil de sécurité

Distr. générale
4 juin 2021
Français
Original : anglais

Lettre datée du 3 juin 2021, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général

Dans sa résolution [2534 \(2020\)](#), le Conseil de sécurité m'a prié de lui faire un point complémentaire sur la Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda (MINUAAH) au moins un mois avant la date à laquelle le mandat de la Mission doit venir à expiration, à savoir le 15 juillet 2021. Créée en application du paragraphe 1 de la résolution [2452 \(2019\)](#), la Mission est chargée de faciliter l'application de l'Accord sur la ville de Hodeïda et les ports de Hodeïda, de Salif et de Ras Issa comme le prévoit l'Accord de Stockholm ([S/2018/1134](#), annexe).

Depuis que j'ai présenté mon dernier point complémentaire le 15 juin 2020 ([S/2020/524](#)) et que le Gouvernement yéménite a cessé de participer au Comité de coordination du redéploiement en avril 2020, la MINUAAH a engagé une action soutenue à tous les niveaux pour favoriser la réactivation des mécanismes conjoints mis en place en application de l'Accord. La Mission a également poursuivi ses efforts pour aider les parties à mettre en œuvre le cessez-le-feu. Néanmoins, les activités de la Mission ont été entravées par les restrictions mises à sa liberté de circulation ainsi que par la suspension de la participation du Gouvernement au Comité de coordination du redéploiement et aux mécanismes conjoints connexes et par la poursuite des combats sur les lignes de front dans la province de Hodeïda. Après avoir réduit temporairement sa présence en avril 2020 dans le but de prévenir la propagation de la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19), la Mission s'emploie depuis septembre 2020 à rétablir sa capacité opérationnelle dans un environnement très difficile pour faire progresser l'exécution de son mandat tout en respectant rigoureusement les protocoles de lutte contre la COVID-19. La Mission a poursuivi ses démarches auprès des parties prenantes et des partenaires pour exercer toute son influence et veiller à ce que l'aide apportée aux parties dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord sur Hodeïda procède d'une même approche et d'une même conception.

Malgré les grandes difficultés rencontrées pendant la période considérée, les conditions de mise en œuvre de l'Accord sur Hodeïda et de son cessez-le-feu ont continué à se caractériser par : a) une réduction nette et générale de la violence dans l'ensemble de la province malgré la poursuite des combats ; b) la sécurité et le fonctionnement partiel des ports de la mer Rouge permettant la réception et le déchargement des navires ; c) l'existence de conditions propices à la croissance de l'activité économique dans la ville de Hodeïda et à l'amélioration de l'accès humanitaire aux zones dans le besoin. Si les difficultés



continuent d'entraver les efforts visant à relancer les activités du Comité de coordination du redéploiement, l'Accord et la présence des Nations Unies à Hodeïda restent une pierre angulaire du processus de paix en général et sont essentiels pour garantir le maintien de la sécurité des ports de la mer Rouge et renforcer la stabilité dans la province de Hodeïda.

Évolution de la situation militaire et politique

Au cours de la période considérée, la situation sur le terrain a continué à évoluer, sous l'effet de changements et de dynamiques complexes aux niveaux local, national, régional et international. Dans l'ensemble, si les violations du cessez-le-feu et les flambées d'hostilités ont persisté dans les six principaux points chauds de la province de Hodeïda, on constate une réduction continue de la violence dans tous les domaines, en particulier dans la ville de Hodeïda. Fait significatif, il n'y a pas eu de bouleversement majeur dans la répartition des territoires contrôlés par les parties et les lignes de front n'ont guère bougé, si l'on excepte les districts de Heïs et de Doureïhimi, qui en octobre 2020 ont été le théâtre d'importantes hostilités ayant entraîné la rupture du siège de la ville de Doureïhimi et un certain déplacement de la ligne de front dans cette zone. Cette escalade s'est traduite par une montée des violences dans la province qui n'avait pas été observée depuis l'entrée en vigueur de l'Accord de Stockholm, mettant en évidence la fragilité potentielle du cessez-le-feu. Dans l'ensemble de la province, les frappes aériennes et les attaques de drones se sont intensifiées début octobre 2020, de fin novembre à décembre 2020, et, plus récemment, en mars et avril 2021. Les principales zones touchées sont les districts de Salif et de Bajel au nord de la ville de Hodeïda, la ville de Doureïhimi lors de l'escalade d'octobre 2020 et le district de Touheïta au sud.

Dans la ville même de Hodeïda, depuis le début de l'année 2021, la zone du front oriental, qui sert de centre économique et de point d'accès au reste du nord du Yémen, a été le théâtre de la plupart des violations du cessez-le-feu dans la ville. Cette situation a coïncidé avec les efforts déployés par le mouvement houthiste (qui se fait également appeler Ansar Allah) pour militariser l'aéroport de Hodeïda au sud-est de la ville. Les autres foyers d'hostilités dans la province ont été principalement concentrés dans les districts du sud, qui ont été touchés par les changements politiques et militaires intervenus dans les districts côtiers de la province voisine de Taëz. Le district de Heïs, centre de communication du sud, a été l'épicentre d'activités militaires visant le contrôle d'infrastructures contestées et d'intersections stratégiques. Le district de Touheïta a également été un lieu de focalisation des activités militaires en raison des actions menées par le mouvement houthiste pour couper les lignes d'approvisionnement du Gouvernement yéménite le long de la côte entre Mokha au sud et la ville de Hodeïda au nord.

Les violations du cessez-le-feu ont continué d'avoir des répercussions sur la population locale. Depuis début 2021, on constate une systématisation marquée des violations ayant une incidence directe sur les zones résidentielles.

Au cours de la période considérée, les combats ont fait un certain nombre de victimes civiles, dont environ 104 blessés et 33 morts, y compris 9 femmes et 7 enfants. Dans 27 cas, les pertes (29 victimes dont 13 morts) ont été imputées aux mines terrestres, aux engins explosifs improvisés et aux restes explosifs de guerre, principalement situés aux abords de la ville de Hodeïda et dans les districts méridionaux de Doureïhimi, de Touheïta et de Heïs. Pendant cette même période, la Mission a condamné publiquement ces pertes en vies humaines avec constance et régularité au moyen de ses moyens et outils de

communication stratégique, qui ont été considérablement renforcés. Elle a également souligné les responsabilités des parties en les rappelant à leur obligation de respecter le droit international humanitaire, notamment en ce qui concerne la protection des civils.

Les combats qui sévissent dans les régions situées au-delà de la zone de la Mission, Mareb notamment, ont entraîné une relative désescalade dans la province de Hodeïda. Toutefois, si la dynamique militaire plus large devait changer et que l'attention revenait sur la côte ouest, une telle évolution aurait sans doute d'importantes répercussions, surtout en l'absence de cessez-le-feu national. Une reprise des combats à Hodeïda et aux alentours mettrait gravement en péril le fragile cessez-le-feu sur le front occidental et menacerait par ricochet l'acheminement vital par le port des marchandises et des articles humanitaires. Cette situation vient montrer la nécessité de la remise en route complète des mécanismes conjoints pour prévenir ou réduire les risques de future escalade sur la côte ouest. La MINUAAH continue de se coordonner étroitement avec le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen au sujet de la situation nationale et des efforts visant à obtenir un cessez-le-feu général et un règlement politique.

La situation sur la côte ouest a également été influencée par l'évolution du paysage politique, en particulier au premier semestre de 2021. En mars 2021, Tareq Saleh, chef des Forces de la résistance nationale/Gardiens de la république, a formé un bureau politique sur la côte ouest et renforcé son dialogue avec divers représentants diplomatiques internationaux. Ces mesures pourraient avoir des répercussions sur la coordination et l'acheminement de l'aide humanitaire sur la côte ouest et ont donné lieu à des tensions au sein des différentes composantes des forces conjoints du Gouvernement yéménite, ce qui a entraîné des affrontements entre les forces loyales à Saleh et celles de la Résistance de Tihama, qui participent toutes au Comité de coordination du redéploiement.

Comité de coordination du redéploiement et mécanismes conjoints

Pour assurer une reprise durable des activités du Comité de coordination du redéploiement, principal mécanisme de mise en œuvre et de coordination prévu par l'Accord sur Hodeïda, la MINUAAH a articulé son action autour des deux axes suivants : a) dans l'immédiat, ramener les parties au dialogue en proposant l'organisation d'une réunion conjointe en face à face ; b) régler les questions soulevées par le Gouvernement yéménite en ce qui concerne la mise en œuvre de l'Accord, notamment pour faire en sorte que la Mission puisse avoir un accès égal au territoire des deux camps à Hodeïda.

En septembre 2020, après un assouplissement des protocoles de lutte contre la COVID-19, la MINUAAH a repris ses activités de patrouille et de liaison. Elle a ainsi organisé une série de réunions bilatérales en face à face avec les parties et procédé à des déplacements sur les lignes de front dans le sud de Hodeïda. Ces efforts visaient à favoriser la mobilisation en faveur de la réactivation du Comité de coordination du redéploiement et de ses mécanismes conjoints et à faire progresser les activités de médiation destinées à désamorcer les tensions telles que celles qui ont éclaté début octobre 2020 dans les districts de Doureïhimi et de Heïs.

En coordination avec les deux parties, la MINUAAH a également établi un rapport d'enquête sur la mort d'un officier de liaison du Gouvernement yéménite tué dans la fusillade intervenue le 11 mars 2020 dans un poste

d'observation de la ligne de front de la ville de Hodeïda. Cet incident a provoqué la suspension de la participation du Gouvernement yéménite au Comité de coordination du redéploiement et à ses mécanismes conjoints. Dans le rapport issu de l'enquête, il a été recommandé aux deux parties d'améliorer et de renforcer le fonctionnement des mécanismes conjoints en vue de réduire les risques pour le personnel concerné et d'éviter que de tels faits ne se reproduisent à l'avenir.

Au début de 2021, conscient des obstacles entravant la reprise des activités du Comité de coordination du redéploiement, la MINUAAH, en coopération avec le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen et le Siège de l'Organisation des Nations Unies, a élaboré une stratégie de dialogue politique à l'appui de cet objectif. Cette stratégie, qui s'articule autour d'une série d'objectifs clefs, a nécessité une mobilisation à tous les niveaux pour instaurer la confiance entre les parties et rallier des soutiens en faveur de la réactivation des mécanismes conjoints. Grâce à cette stratégie, et après une navette soutenue entre les parties et un dialogue avec les interlocuteurs régionaux et internationaux, la Mission a pu réduire considérablement le fossé entre les parties et parvenir à un accord sur le fait qu'une réunion conjointe était indispensable pour aller de l'avant et apporter des réponses aux préoccupations.

En février 2021, le Gouvernement yéménite a indiqué qu'il était disposé à participer à une réunion conjointe sous réserve que les questions soulevées précédemment soient réglées, la principale préoccupation étant le transfert du quartier général de la MINUAAH dans un lieu également accessible au territoire des deux parties. Dans un second temps, les représentants houthistes se sont également engagés à participer à une telle réunion. Au terme de discussions bilatérales, un accord a ensuite été trouvé sur le lieu et la date de la réunion. Toutefois, après les préparatifs logistiques menés en avril 2021, les deux parties ont exprimé au dernier moment leur refus de participer à la réunion. Pour justifier cette décision, les parties ont invoqué plusieurs raisons, notamment les incertitudes quant aux résultats du processus politique au sens large, qui ont conduit à l'adoption d'une position attentiste.

Après le report de la réunion conjointe, la MINUAAH a repris ses navettes bilatérales entre les parties. Ces activités ont permis de faire avancer les discussions sur la nouvelle implantation de la Mission et sur la possible installation de son quartier général à l'aéroport de Hodeïda, sur la base des concepts préliminaires échangés avec les parties le 17 octobre 2020. Cette proposition vise à atteindre les objectifs suivants : a) permettre à la Mission d'avoir un accès égal et d'apporter un même soutien aux deux parties ; b) permettre aux deux parties d'accéder au quartier général de la Mission, notamment dans l'optique de relancer les activités du centre d'opérations conjoint et d'autres mécanismes visant à renforcer le cessez-le-feu et la désescalade ; c) ouvrir l'accès à travers les lignes de front aux acteurs humanitaires afin de faciliter l'acheminement de l'aide ; d) permettre à la Mission de mener des activités de surveillance et de patrouille dans le territoire contrôlé par les deux parties en vue de renforcer la mise en œuvre du cessez-le-feu, la confiance et la stabilité sur le terrain.

Surveillance du cessez-le-feu

La MINUAAH a continué de surveiller le cessez-le-feu pendant toute la période considérée. Ce travail s'est toutefois heurté à des obstacles considérables découlant en grande partie de la suspension des activités du Comité de coordination du redéploiement et des mécanismes de désescalade

(voir plus haut) et du fait que les informations remontant du terrain n'émanaient que des homologues houthistes. Pour dresser un tableau équilibré de la situation, la Mission s'est attachée à évaluer soigneusement les informations provenant du plus grand nombre possible d'autres sources disponibles, y compris auprès de fournisseurs tiers et d'autres partenaires et parties prenantes sur le terrain.

Le 30 septembre 2020, après la levée des restrictions liées à la COVID-19 qui avaient entraîné la suspension de ses activités pendant six mois et demi, la MINUAAH a repris ses patrouilles dans les ports de Hodeïda, Salif et Ras Issa. La capacité de la Mission à mener ses activités de surveillance et de patrouille a toutefois été fortement limitée par les restrictions mises à sa liberté de circulation par les autorités houthistes de facto. Ces restrictions empêchent la Mission d'effectuer des patrouilles en ville (depuis novembre 2019) et d'accéder aux foyers de tension et autres lieux qui ont été le théâtre d'incidents mettant en jeu le cessez-le-feu. La Mission est intervenue auprès des parties et a mené une action à tous les niveaux, y compris par les voies diplomatiques, pour défendre sa liberté de circulation, sans laquelle il lui est impossible d'assurer une surveillance sur le terrain et de favoriser la mise en œuvre du cessez-le-feu. Après des démarches approfondies, elle a pu effectuer des visites en deux occasions à la suite de graves incidents survenus dans le territoire contrôlé par les Houthistes en mars 2021. Elle continue de faire tout son possible pour convaincre les deux parties de lui permettre, non seulement de se rendre régulièrement dans les divers points chauds des provinces, mais également d'avoir accès aux sites lorsque des incidents se produisent.

Redéploiement des forces

Le fonctionnement soutenu du Comité de coordination du redéploiement et de ses mécanismes de désescalade est une condition essentielle pour parvenir au redéploiement des forces envisagé dans l'Accord sur Hodeïda. Alors que la Mission a continué de promouvoir la recherche d'un accord sur un concept d'opérations révisé devant régir les phases techniques du redéploiement au début de la période considérée, l'action menée auprès des parties depuis septembre 2020 s'est focalisée sur la réactivation des mécanismes conjoints. À terme, ces mécanismes seront appelés à jouer un rôle essentiel dans la mise en œuvre et la surveillance du redéploiement des forces conformément à l'Accord.

Coordination avec les parties concernées par l'Accord de Stockholm

Le Comité de coordination du redéploiement n'étant pas pleinement fonctionnel, la capacité de la MINUAAH à soutenir les efforts humanitaires à Hodeïda a été entravée. Néanmoins, la Mission a poursuivi son action auprès des parties pour les convaincre de permettre l'acheminement de l'aide humanitaire dans les zones dans le besoin, en pleine coordination avec l'équipe de pays des Nations Unies. En se coordonnant avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), elle a également contribué à promouvoir la fourniture d'un appui international aux garde-côtes yéménites par le renforcement des compétences techniques et l'accès à du matériel et à des infrastructures améliorés.

La MINUAAH a également poursuivi son dialogue avec les partenaires des Nations Unies sur la viabilité de la remise en état et de l'amélioration des biens et infrastructures portuaires à Hodeïda, Salif et Ras Issa. En coordination avec ces partenaires et d'autres acteurs humanitaires, la Mission est également intervenue auprès de ses homologues houthistes pour les convaincre de donner

accès aux canalisations d'eau existantes afin de permettre les réparations et d'améliorer la distribution de l'eau dans toute la province.

La coopération avec le Centre de lutte antimines du Yémen et l'appui à ses activités sont restés au cœur de l'action de la MINUAAH sur la question des restes explosifs de guerre, en étroite coordination avec le PNUD. Grâce à ses patrouilles dans les ports de la mer Rouge, la Mission a pu vérifier l'état des champs de mines et des zones contaminées par des munitions non explosées, dont l'existence est connue et qui continuent de menacer la sécurité du personnel portuaire et de mettre en péril ses activités. Dans le cadre de son dialogue avec les représentants houthistes sur la question du Comité de coordination du redéploiement et du Centre de lutte antimines, elle a continué à plaider en faveur du maintien du marquage des zones dangereuses et à assurer un soutien et un accès au Centre afin de faciliter les activités de retrait. De concert avec le PNUD, elle s'est également employée à promouvoir l'accès du Centre de lutte antimines du Yémen à du matériel de lutte contre les mines, un embargo pesant actuellement sur la fourniture de tels articles dans les zones contrôlées par les Houthis. Il est urgent de faire progresser les initiatives de lutte antimines, en particulier dans les zones résidentielles, compte tenu du nombre élevé de victimes civiles provoquées par les mines terrestres, les engins explosifs improvisés et les restes explosifs de guerre à Hodeïda.

Opérations pendant la pandémie

Depuis septembre 2020, après une période de confinement strict et de forte réduction de ses effectifs à titre de mesure préventive pour atténuer les effets de la pandémie de COVID-19, la MINUAAH s'emploie à renforcer progressivement son dispositif opérationnel et ses capacités opérationnelles dans le respect des protocoles et des directives de l'équipe de pays des Nations Unies et de l'Organisation mondiale de la Santé. Le durcissement des restrictions limitant les déplacements et la possibilité de dialoguer avec les parties prenantes locales lié à la recrudescence des cas de COVID-19 au Yémen depuis mars 2021 a continué de peser sur les opérations de la Mission. Néanmoins, la Mission est parvenue à instaurer une série de mesures d'atténuation qui ont permis la continuité globale des activités. Elle continue par ailleurs d'assurer la liaison avec le Bureau du Coordonnateur résident des Nations Unies sur la mise en place de solutions de vaccination pour son personnel afin de contribuer à l'assouplissement progressif des mesures d'atténuation des risques liés à la COVID-19 et d'assurer la sécurité de son personnel.

Observations

Plus de deux ans après sa signature, l'Accord sur Hodeïda demeure une pierre angulaire des efforts menés pour parvenir à une paix générale au Yémen. Malgré les revers qui ont marqué l'année écoulée, l'Accord est resté essentiel au maintien de la stabilité dans la ville de Hodeïda, à la protection et au fonctionnement durables de ses ports et à la réduction de la violence dans l'ensemble de la province.

Si la reprise des activités du Comité de coordination du redéploiement et de ses structures d'appui s'est heurtée à des difficultés persistantes, la Mission, par sa présence et ses efforts continus pour entretenir et approfondir le dialogue avec les parties et soutenir la mise en œuvre de l'Accord, a exercé une influence modératrice tangible sur le terrain, en particulier dans la ville de Hodeïda et les trois ports, et ainsi préservé une voie vitale d'acheminement des importations

au Yémen. Autrement dit, la présence de la Mission reste essentielle pour préserver les acquis obtenus de haute lutte et maintenir la stabilité relative autour de ce qui est une zone stratégique clef sur le plan économique et humanitaire, réduisant ainsi considérablement le risque de déstabilisation de Hodeïda et des ports de la mer Rouge.

Lors de sa conclusion en décembre 2018, l'Accord sur Hodeïda était considéré comme un tremplin destiné à favoriser la relance du processus politique au Yémen. Sa mise en œuvre est indissociable d'une dynamique politique et militaire plus large. Son succès, notamment l'objectif ultime qu'est le redéploiement, dépend de la volonté politique des parties. L'attention accrue de la communauté internationale et le nouvel élan diplomatique en faveur d'un règlement politique du conflit au Yémen ont été source à la fois d'opportunités et de pressions pour les parties à Hodeïda. Il en a résulté une atmosphère propre à encourager les parties à se réengager sous les auspices du Comité de coordination du redéploiement. Il est toutefois essentiel que les incertitudes quant aux perspectives de paix au niveau national n'empêchent pas les parties de s'engager à nouveau à participer aux activités du Comité de coordination du redéploiement et à faire progresser la mise en œuvre de l'Accord, qui reste essentiel à la cessation des hostilités à Hodeïda.

Même si elle est investie de fonctions de surveillance essentiellement militaires, la MINUAAH dépend, pour accomplir sa mission, de la volonté politique et de l'engagement des parties ainsi que de la possibilité de mener un dialogue au niveau politique. Les échanges de haut niveau avec les dirigeants politiques des deux parties ainsi qu'avec les parties prenantes régionales et internationales, avec le concours du Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen et en coordination avec lui, sont essentiels pour atteindre cet objectif, comme en témoignent les démarches engagées pour désamorcer la forte intensification des hostilités dans la province en octobre 2020. Le maintien d'une mobilisation aux niveaux politique et régional ainsi que la poursuite des efforts destinés à réactiver les mécanismes conjoints ont été et demeureront indispensables pour empêcher une escalade sur la côte ouest.

L'ajustement de la présence de la MINUAAH de façon à permettre aux deux parties d'avoir accès à la Mission à travers les lignes de front est également crucial pour permettre à la Mission de couvrir efficacement sa zone d'opérations et de fournir un soutien impartial aux deux parties, y compris par des activités de liaison, de surveillance et de patrouille sur le terrain. Il s'agit là d'un élément essentiel à toute solution durable et aux efforts visant à faire progresser efficacement la mise en œuvre de l'Accord sur Hodeïda. Si la proposition d'implanter le quartier général de la Mission à l'aéroport – ou ailleurs, du reste – n'est pas sans difficultés, il sera essentiel d'organiser une réunion conjointe et de mener un dialogue continu pour parvenir à un accord sur la capacité de la Mission à accéder au site et à s'y installer, ainsi que sur les questions de démilitarisation et de déminage.

Enfin, la capacité de la MINUAAH à mener à bien les tâches qui lui sont confiées et à appuyer la bonne mise en œuvre du cessez-le-feu dépendent de la liberté de circulation que veulent bien lui accorder les deux parties. Si la Mission a pu reprendre ses patrouilles hebdomadaires dans les ports de Hodeïda, Ras Issa et Salif en septembre 2020, il est urgent de lui permettre de patrouiller en ville et de se rendre régulièrement et sans entrave dans les points chauds et foyers de tension lorsque des incidents importants se produisent sur le terrain. Cet accès est nécessaire pour permettre à la Mission de vérifier la réalité des incidents et d'en évaluer les conséquences en vue d'assurer le contrôle de la

mise en œuvre du cessez-le-feu, de garantir la véracité des informations et de renforcer la confiance de la population locale. Un engagement sans équivoque des deux parties en faveur de la liberté de circulation de la Mission est indispensable pour lui permettre de s'acquitter efficacement des tâches essentielles qui lui sont confiées. La Mission continuera, dans le cadre d'un dialogue bilatéral et collectif auprès des parties et des acteurs régionaux, de plaider en faveur d'un meilleur accès et compte sur le Conseil de sécurité pour l'aider à parvenir à cette fin.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter le texte de la présente lettre à l'attention des membres du Conseil de sécurité.

(Signé) António **Guterres**
